

Sara GODECHOT-PATRIS

DIPLOMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

Juillet 2007	Agrégation de droit privé et de sciences criminelles
Décembre 2002	Doctorat en droit de l'Université Panthéon-Assas Paris II « L'articulation du trust et du droit des successions » Sous la direction du Professeur Yves Lequette Mention très honorable et les félicitations du jury à l'unanimité Prix DENNERY de la Chancellerie des Universités de Paris Prix de Thèse de l'Université Paris II

FONCTIONS

Depuis 2007	Professeur des Universités à l'Université François Rabelais de Tours. Directrice du centre de recherche en droit privé de l'Université François Rabelais de Tours (CRDP)
2004–2007	Maître de Conférences à l'Université Panthéon-Assas, Paris II
1998–2003	Allocataire de recherche–moniteur puis ATER à l'Université Panthéon-Assas, Paris II

ACTIVITES DE RECHERCHE

OUVRAGES

L'articulation du trust et du droit des successions, éd. Panthéon Assas, LGDJ, 2004, préf. Y. Lequette

Le Code civil face à son destin, La documentation française, 2006, ouvrage corédigé avec Bénédicte Fauvarque-Cosson.

TRAVAUX EN DROIT INTERNATIONAL PRIVE

ARTICLES & COMMUNICATIONS

Encyclopédie Dalloz dr. interna V° Mineur (corédigé avec Y. Lequette), juin 2012.

Le droit international privé comme vecteur d'influence pour le droit comparé : alliance ou mésalliance ?, in Mélanges en l'honneur de C. Jauffret-Spinosi, 2012 (à paraître)

L'enfant venu d'ailleurs face à l'interdit, perspectives de droit international privé, in Au delà des Codes, Mélanges M-S. Payet, Dalloz, 2012, p.293.

Présentation de la proposition de règlement en matière de successions internationales, Colloque organisé par les anciens étudiants du CFPN de Paris (voie professionnelle), Octobre 2011.

J-Cl. dr. intern. Fasc. 548-40 Adoption internationale – Conflit de juridictions – Sept. 2011

J-Cl. dr. intern. Fasc. 548-30 Adoption internationale – Conflit de lois – Janv. 2011

Retour sur la notion d'équivalence au service de la coordination des systèmes, Rev. crit. DIP 2010. 271

Le champ d'application de la proposition de règlement du 14 octobre 2009, in L'avenir européen du droit des successions internationales, LexisNexis, 2011, p. 17 et s.

Successions internationales, Rapport national pour les journées internationales de l'association Henri Capitant des amis de la culture juridique française ; Journées roumaines sur le thème des successions, juin 2010.

Trust et successions internationales, oct. 2009, colloque organisé par la Conférence des notaires assistants de Paris (CNAP).

Meubles et immeubles : quelles frontières ?, in L'ordre international, vers un effacement des frontières, XVIII^{ème} rencontre Notariat-Université (ARNU), nov. 2008.

Cours de droit international privé, prépa-Dalloz, CRFPA, Dalloz

NOTES DE JURISPRUDENCE

Impérativité de la règle de conflit et équivalence : note sous Civ. 1^{ère}, 11 Janvier 2005, Clunet 2006. 955

Successions internationales et trust : note sous Civ. 1^{ère}, 7 décembre 2005, Rev. crit. DIP 2006. 583

Qualification et successions internationales : note sous Civ. 1^{ère}, 20 octobre 2010, JCP N 2011. 1211

Adoption internationale et révision : note sous Civ. 1^{ère}, 9 mars 2011, JDI 2011.967 (coécrit avec J. Guillaumé)

Abrogation du droit de prélèvement : note sous Cons. Cons. 5 août 2011, QPC, JDI 2012-1

TRAVAUX EN DROIT CIVIL

ARTICLES

Famille recomposée et transmission au sein du couple, Intervention dans le cadre d'un colloque organisé par le M2 de droit notarial de l'Université de Rouen sur les familles recomposées (à paraître 2012)

J-Cl dr. civil – art. 896 à 899 C. civ., Oct. 2008

NOTES DE JURISPRUDENCE

Mise au point sur l'exigence d'anormalité dans la responsabilité du fait des choses : note sous Civ. 2^{ème}, 11 décembre 2003, D. 2004, p. 2181

RECHERCHE COLLECTIVE

Sécurisation du droit de propriété dans les pays en voie de développement, l'exemple du Guatemala - Appel d'offre de la mission de recherche Droit et Justice, juin 2011

DIVERS

Membre du Comité Français de Droit international privé
Membre de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française